



Bobigny et l'école : qui sont les «casseurs» ?

Dans une tribune, parents, jeunes et professionnels de l'éducation appellent à un rassemblement devant le tribunal de grande instance pour protester contre le manque de moyens des établissements scolaires de la ville et dénoncer le bilan des gouvernements successifs.

«Des casseurs». C'est ainsi que les chaînes d'info en continu ont nommé les jeunes qui ont protesté le 11 février à Bobigny contre les violences policières. Jeunes, parents d'élèves, professionnels de l'éducation à Bobigny, nous souhaitons faire part d'une casse autrement plus grave et durable que les dégâts matériels occasionnés par une poignée de personnes : la destruction méthodique des services publics et en particulier de celui de l'Education nationale. En maternelle, ici il n'y a que deux classes pour accueillir des tout-petits. Dès la moyenne section, pas d'agents pour aider dans les classes. Des écoles avec des élèves tassés comme des poulets en batterie, de la maternelle au lycée, où l'anonymat génère l'anomie. La concentration masque le manque de matériel, de personnel. Le «pilotage par les chiffres» cache le faible niveau de formation d'enseignants, tous jeunes, parfois contractuels sans formation. Ici, des élèves de troisième restent plusieurs mois sans professeur de mathématiques alors que le brevet approche. Ici, les élèves circulent dans des locaux délabrés, chargés d'amiante, dans des sanitaires insalubres et dépourvus de papier toilette, dans des salles jonchées de débris faute de personnel pour entretenir les locaux. Ici, un collège accueillant 600 élèves fonctionne pendant des mois avec seulement deux agents d'entretien et parfois un seul surveillant pour les encadrer en récréation. Ici, un collège pourtant classé REP+ (réseau éducation prioritaire renforcé) a perdu plus de 15% de ses moyens de fonctionnement depuis la dernière réforme de l'éducation prioritaire, en 2014. Ici, seul un demi-poste de médecin couvre l'ensemble des trois lycées, quatre collèges et 27 écoles, et plus de la moitié du réseau d'aides spécialisées aux élèves en difficulté (Rased) a été supprimé en dix ans. Bobigny est l'une des villes de France où le nombre de jeunes sortant du système scolaire sans diplôme est le plus important. Et pourtant, la fermeture du centre d'information et d'orientation (CIO) est annoncée pour la rentrée prochaine. Le 30 janvier 2015, le futur ex-Président déclarait que «priorité a été donnée à l'éducation parce que notre priorité est à la réduction des inégalités». Dans une ville dont l'intégralité des écoles et établissements est classée dans l'éducation prioritaire, le bilan de la mandature actuelle, dans la continuité des précédentes, se résume bel et bien à de la casse. Casse de l'école, casse du service public, et les jeunes en sont les premières victimes. Bienvenue à Bobigny. Il est temps d'inverser la vapeur : vendredi 3 mars à 18 heures, nous, parents, élèves, jeunes, professionnels de l'éducation, serons devant le tribunal de grande instance de Bobigny pour montrer par nos témoignages que la véritable casse, ce sont les responsables politiques et administratifs qui la mettent en œuvre. Signataires : Issa Bidard (étudiant à Paris-VIII, co-organisateur du rassemblement pour Théo du 11 février), Laurence Blin (représentante des parents d'élèves, collège République), Lisa Camus (conseillère d'orientation psychologue, Bobigny), Claire Cottrell (enseignante en classe d'accueil, collège Jean-Pierre-Timbaud), Véronique Decker (directrice, école Marie Curie), Jacques Dematte (professeur documentaliste, lycée professionnel André Sabatier), Linda Djeddi (représentante des parents d'élèves, collège République), Claire Dupoizat (représentante des parents d'élèves, école Paul-Eluard), Romain Growas (enseignant, école Valbon), Karima Kouki (assistante pédagogique, collège République), Pierre Millet (enseignant, collège Auguste-Delaune), Audrey Neveu (représentante des parents d'élèves, école Jean-Jaurès), Katy Ndiaye (représentante des parents d'élèves, collège Jean-Pierre-Timbaud), Frédéric Pluchon (enseignant, collège Pierre-Sémard), Frédérique Reibell (enseignante, lycée Louise-Michel), Yanis Rezzoug (étudiant à Paris-VIII, co-organisateur du rassemblement pour Théo du 11 février), Jules Siran (enseignant, collège République), Mylène Bonnet (représentante des parents d'élèves, école Paul-Langevin), Naziha Farhoud (représentante des parents d'élèves, collège République), Pauline Guittot (enseignante, collège Jean-Pierre-Timbaud), Sonia Issaoui (représentante des parents d'élèves, collège République), Salima Ramdani (représentante des parents d'élèves, collège République)